

Brochure n° 3076

Convention collective nationale

IDCC : 1686. – **COMMERCES ET SERVICES DE L'AUDIOVISUEL,
DE L'ÉLECTRONIQUE ET DE L'ÉQUIPEMENT MÉNAGER**

AVENANT N° 36 DU 17 FÉVRIER 2009
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2009

NOR : *ASET0950433M*

IDCC : 1686

Article 1^{er}

Dispositions applicables à compter du 1^{er} avril 2009

**Salaires minima conventionnels mensuels des ouvriers,
employés, agents de maîtrise**

Base mensuelle : 151,67 heures.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	MENSUEL	HORAIRE
I	1	1 324,08	8,73
	2	1 328,63	8,76
	3	1 337,73	8,82
II	1	1 372,61	9,05
	2	1 407,50	9,28
	3	1 442,38	9,51

NIVEAU	ÉCHELON	MENSUEL	HORAIRE
III	1	1 477,27	9,74
	2	1 512,15	9,97
	3	1 547,03	10,20
IV	1	1 597,09	10,53
	2	1 788,19	11,79
	3	1 977,78	13,04

Salaire minima conventionnels des cadres

Base mensuelle : 151,67 heures ou forfait annuel de 218 jours.

(En euros.)

POSITION	ANNUEL	MENSUEL
I	23 579	1 807
II	29 441	2 257
III	35 187	2 698
IV	40 919	3 137

Pour les cadres, en cas de présence partielle dans une année, le minimum conventionnel de la période de présence sera assuré par le principe de la proratisation du salaire minimum conventionnel annuel.

Article 2

Dispositions applicables à compter du 1^{er} septembre 2009

Salaire minima conventionnels mensuels des ouvriers,
employés, agents de maîtrise

Base mensuelle : 151,67 heures.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	MENSUEL	HORAIRE
I	1	1 330,70	8,77
	2	1 335,27	8,80
	3	1 344,42	8,86

NIVEAU	ÉCHELON	MENSUEL	HORAIRE
II	1	1 379,47	9,10
	2	1 414,54	9,33
	3	1 449,59	9,56
III	1	1 484,66	9,79
	2	1 519,71	10,02
	3	1 554,77	10,25
IV	1	1 605,08	10,58
	2	1 797,13	11,85
	3	1 987,67	13,11

Salaires minima conventionnels des cadres

Base mensuelle : 151,67 heures ou forfait annuel de 218 jours.

(En euros.)

POSITION	ANNUEL	MENSUEL
I	23 697	1 816
II	29 588	2 268
III	35 363	2 711
IV	41 124	3 153

Article 3

Clause de revoyure

Si le niveau I échelon 1 venait à être égal ou inférieur au SMIC en vigueur, les parties conviennent qu'une réunion de négociation sera organisée dans le mois qui suit.

Article 4

Dépôt et extension

4.1. Dépôt légal

Le présent avenant sera déposé selon les dispositions de l'article D. 2231-2 du code du travail et celles qui lui sont liées, en autant d'exemplaires que nécessaire auprès des services du ministre chargé du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

4.2. Extension

L'extension du présent avenant sera demandée à l'initiative de la partie la plus diligente, conformément aux dispositions de l'article L. 2261-24 du code du travail et celles qui lui sont liées.

Fait à Paris, le 17 février 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération nationale des professionnels indépendants de l'électricité et de l'électronique (FEDELEC) ;

Fédération nationale des commerces et services électroniques, radio-télévidéo, électroménager, équipement de la maison (FENACEREM).

Syndicat de salariés :

Fédération des services CFDT.